

SOCIÉTÉ DES MUSÉES DE SCIENCES ET
TECHNOLOGIES DU CANADA

RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL
(NON VÉRIFIÉ)

POUR LE TRIMESTRE AYANT PRIS FIN
LE 30 JUIN 2013

Rapport de gestion

30 juin 2013

La présente section du rapport financier trimestriel présente le compte rendu de la direction concernant le rendement financier de la Société au cours du premier trimestre ayant pris fin le 30 juin 2013. Veuillez la lire parallèlement aux états financiers trimestriels de la Société, présentés à la section suivante.

BILAN FINANCIER

Voici un résumé des activités financières pour le premier trimestre de 2013-2014 :

Survol

Durant le premier trimestre de l'exercice financier, d'importantes ressources de la Société ont été monopolisées pour la préparation et la mise en œuvre d'un événement spécial pour la saison estivale au Musée de l'aviation et de l'espace du Canada (MAEC) dans la région de la capitale nationale.

Le 10 mai 2013, le MAEC a ouvert l'exposition Star Wars^{MC} Identités où les visiteurs peuvent explorer les personnages de Star Wars^{MC} et plus de 200 costumes, accessoires, maquettes et dessins conceptuels. En même temps, une quête interactive unique permet aux visiteurs de créer leur propre héros Star Wars et d'être ainsi en plein centre de l'action.

Au Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada, plus de 180 visiteurs ont participé à l'événement marquant le lancement du Centre d'apprentissage et l'exposition « C'est du gâteau! » le 2 mai 2013. Le nouveau Centre d'apprentissage permettra au musée d'offrir, pour la première fois, une plus grande variété de programmes tout au long de l'année. Il comprend une salle de conférences pour les événements du musée et les événements communautaires, des places de théâtre, une galerie d'exposition à concept ouvert où sont présentées des expositions permanentes et des expositions itinérantes, ainsi que trois laboratoires d'apprentissage. Dans le cadre de cet événement, le nouveau nom du Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada (MAAC) a également été inauguré.

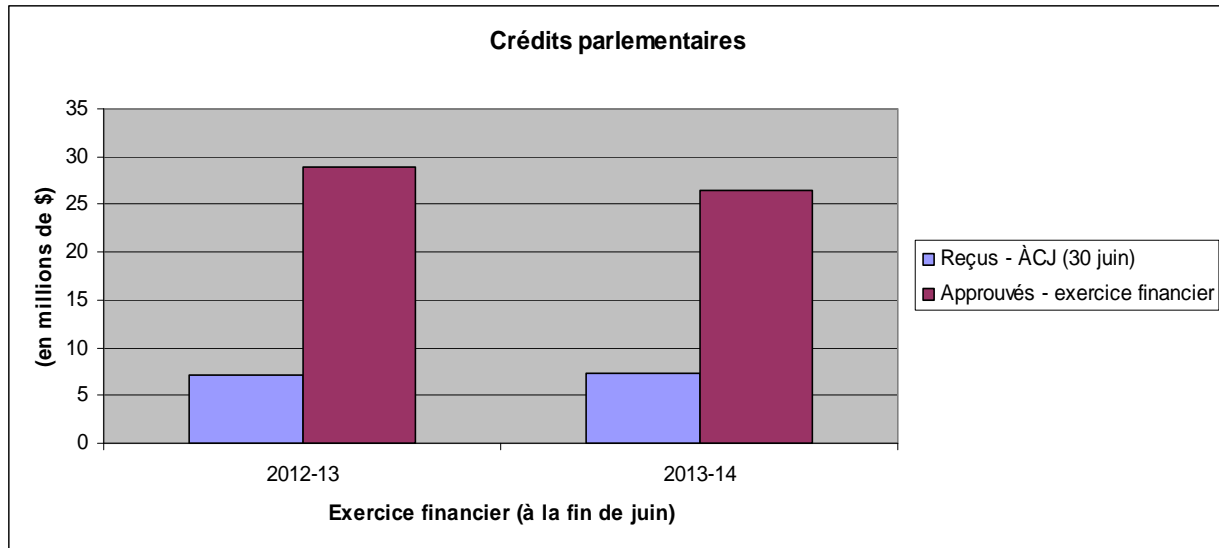
Le 25 juin 2013, environ 200 visiteurs ont participé à l'ouverture de la nouvelle exposition du Musée des sciences et de la technologie du Canada – « La potasse : nourrir le monde ». Cette exposition interactive permet aux visiteurs de faire un voyage de la mine, au champ, à leur assiette, et de découvrir ce qu'est la potasse, pourquoi on l'extrait, où on peut en trouver et comment en faire l'exploitation. L'exposition explique le rôle essentiel que joue la potasse dans la production alimentaire mondiale.

Crédits parlementaires

Le total des crédits parlementaires est reporté dans les états de la Société, selon la comptabilité d'exercice, d'une somme de 7,3 M\$ pour le premier trimestre de 2013-2014 (7,5 M\$ en 2012-2013). Pour l'exercice 2013-2014, le total des crédits approuvés est de 26,5 M\$ (28,9 M\$ en 2012-2013), et ne comprend aucun financement spécial pour des projets précis (2,4 M\$ venant du budget de 2008 en 2012-2013).

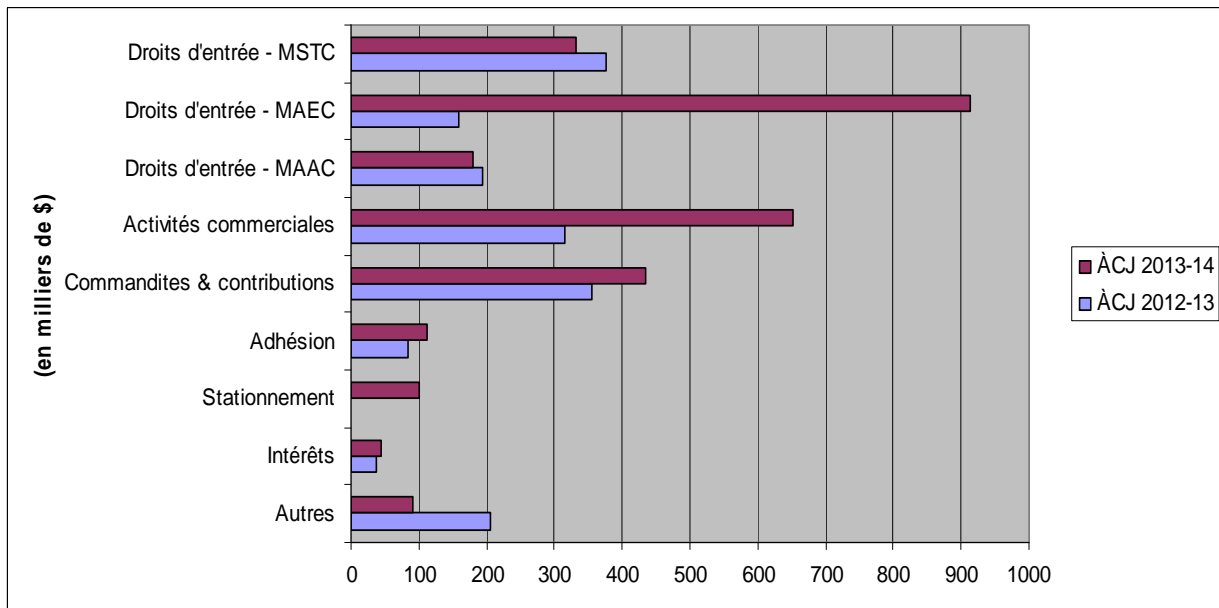
Rapport de gestion

30 juin 2013



Produits d'exploitation

La génération de revenus reste une priorité pour la Société, et ce, dans le but de contrer la montée des coûts d'exploitation. À la fin de juin 2013, la Société a connu sa meilleure performance trimestrielle à ce jour, en augmentant ses revenus de plus de 1,1 million de dollars comparativement à la même période l'année dernière. L'augmentation des revenus peut être largement attribuée à la présentation de l'exposition Star Wars^{MC} Identités, qui a fait grimper les recettes tirées des droits d'entrée au MAEC et les ventes en boutique en raison de l'ajout de la boutique de souvenirs de Star Wars^{MC} mitoyenne à cette exposition unique en son genre. En mai 2013, la Société a aussi ouvert des stationnements payants à ses trois musées dans le but de réinvestir les revenus dans la programmation des musées.



Rapport de gestion

30 juin 2013

Dépenses d'exploitation

Les dépenses totales de la Société ont atteint 10,8 M\$ au premier trimestre de 2013-2014 (9,1 M\$ en 2012-2013); les ressources humaines totalisant 5,5 M\$ (5,3 M\$ en 2012-2013) et les coûts liés aux édifices totalisant 3,1 M\$ (2,8 M\$ en 2012-2013), représentant les deux principaux secteurs de dépenses.

Les dépenses d'exploitation totales ont augmenté de 1,7 M\$ lorsque l'on compare le premier trimestre de 2013-2014 avec le premier trimestre de 2012-2013. Compte tenu des importants investissements réalisés durant le premier trimestre de 2013-2014 pour l'installation des nouvelles expositions comme Star Wars^{MC} Identités, si l'on compare les trois premiers mois de 2013-2014 aux trois premiers mois de 2012-2013, on constate une augmentation considérable des dépenses suivantes : « conception et affichage », « coûts du personnel », « publicité », « matériaux et fournitures » et « frais de transport ».

Dépenses en capital

Au cours du trimestre qui s'est terminé le 30 juin 2013, la Société a investi environ 0,9 M\$ en immobilisations (0,2 M\$ en 2012-2013). Les principaux projets pour la période des mois d'avril à juin 2013 étaient l'achèvement du Centre d'apprentissage et la construction du Pavillon d'événements au Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada. Ces deux projets ont pu être réalisés grâce au financement ponctuel de 2008 pour répondre aux besoins en matière de fonctionnement et d'immobilisations.

CHANGEMENTS IMPORTANTS CONCERNANT LE FONCTIONNEMENT, LE PERSONNEL ET LES PROGRAMMES

Le seul changement important apporté au cours du premier trimestre de 2013-2014 en ce qui a trait au fonctionnement, au personnel et aux programmes de la Société est le départ de la présidente-directrice générale, Denise Amyot, qui a été remplacée par le directeur général des opérations, Fern Proulx, sur une base intérimaire.

Rapport de gestion

30 juin 2013

ANALYSE DU RISQUE

Dans son rapport annuel de 2012-2013, la Société a fait mention des défis auxquels elle fait face relativement à ses établissements, aux ressources humaines et au financement.

La Société poursuit ses efforts en vue d'obtenir des installations adéquates, afin d'ainsi régler les problèmes liés aux bâtiments actuels qui ne respectent pas suffisamment les normes environnementales et dont les espaces d'entreposage sont saturés. La Société continue aussi à rénover ses infrastructures en réduisant les zones à risque élevé grâce au financement ponctuel reçu du gouvernement du Canada en 2008.

Pour ce qui est des défis en matière de ressources humaines, la Société continue de mettre l'accent sur la formation à l'interne et sur l'encadrement aux membres occupant des postes «à risque». Dans un effort mobilisé afin d'atténuer le défi financier et d'atteindre ses objectifs, la Société a pu compter sur les services de professionnels prêtés sans frais à la Société.

La viabilité financière de la Société continue d'être l'une de nos principales préoccupations. Les enjeux relatifs aux coûts des établissements, qui sont en hausse, et l'identification d'une solution permanente pour les frais d'exploitation des installations additionnelles requises pour livrer notre mandat, continuent à ajouter de la pression.

La Société a déjà mis en œuvre plusieurs stratégies de stabilisation des coûts au cours des deux dernières années, dont le gel de la préparation de nouvelles expositions (sauf dans les cas de financement par des commanditaires ou d'un retour positif sur l'investissement garanti), le report des travaux d'entretien et de réparation des édifices, la prolongation de l'utilisation de matériel au-delà de sa durée de vie utile, et la mise en place de programmes d'efficacité énergétique et de réduction des dépenses de personnel. Ces initiatives de compression des coûts étant déjà en place, la Société s'acharne à affronter les pressions financières de façon à assurer la viabilité de l'organisation. Ces mesures ont contribué à stabiliser les dépenses, mais elles ne suffisent pas à combler la baisse du financement et ne pourront pas être maintenues à long terme.

Étant donné cette situation financière, la création de revenus continue d'être l'un des principaux objectifs de la Société. La présentation d'une exposition spéciale comme Star Wars^{MC} Identités est l'occasion de générer des revenus supplémentaires. La Société a également revu les prix d'entrée en avril 2013 et a instauré des stationnements payants en mai 2013 à ses trois musées. Ces initiatives ont généré des revenus additionnels, mais ceux-ci ne sont pas suffisants pour compenser la hausse des frais de fonctionnement. La Société continuera de surveiller toutes les possibilités pouvant aider dans ce domaine et d'en tirer parti.

États financiers

Rapport Financier Trimestriel (non vérifié)

Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

Pour assumer cette responsabilité, la direction a établi et maintient des registres et documents comptables, des contrôles financiers et de gestion, des systèmes d'information et des pratiques de gestion. Ces éléments ont pour but d'établir avec une assurance raisonnable que l'information financière fournie est fiable, que les biens sont protégés et contrôlés et que les opérations sont conformes à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à ses règlements ainsi qu'à la *Loi sur les musées* et aux règlements administratifs de la Société.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non vérifiés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.

Fernand Proulx

Le directeur général des opérations et le président-directeur général par intérim

Yannick Brazeau

Le contrôleur

Le 29 août 2013

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (non vérifié)

Au 30 juin

<i>(en milliers de dollars)</i>	2013	2012
ACTIF		
À court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12 278 \$	12 456 \$
Créances		
Ministères	354	215
Clients	594	614
Stocks	661	437
Frais payés d'avance	251	82
	<u>14 138</u>	<u>13 804</u>
Collection (note 3)	1	1
Immobilisations	<u>65 881</u>	<u>63 883</u>
	<u>80 020 \$</u>	<u>77 688 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer		
Ministères	799 \$	855 \$
Salaires à payer et autres	4 249	3 135
Tranche à court terme des avantages sociaux futurs	293	1 939
Apports reportés et produit reporté	<u>6 635</u>	<u>7 500</u>
	11 976	13 429
Avantages sociaux futurs	224	581
Avance à long terme (note 4)	4 533	4 533
Apports reportés liés aux immobilisations	<u>51 820</u>	<u>49 718</u>
	68 553	68 261
ACTIF NET		
Non affecté	1 365	(675)
Investissement en immobilisations	<u>10 102</u>	<u>10 102</u>
	<u>11 467</u>	<u>9 427</u>
	<u>80 020 \$</u>	<u>77 688 \$</u>

Les notes et le tableau complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES RÉSULTATS (non vérifié)

Pour le trimestre terminé le 30 juin

<i>(en milliers de dollars)</i>	T1 2013	T1 2012
PRODUITS		
Exploitation (Tableau 1)	2 563 \$	1 443 \$
Contributions	257	247
Intérêts	44	37
Total des produits	2 864 \$	1 727 \$
CHARGES (Tableau 2)		
Préservation du patrimoine	1 305	1 278
Diffusion des connaissances	4 438	3 366
Services internes	1 998	1 690
Installations	3 093	2 805
Total des charges	10 834	9 139
Déficit avant les crédits parlementaires	(7 970)	(7 412)
Crédits parlementaires (note 5)	7 316	7 486
Bénéfice net (perte nette) de la période	(654) \$	74 \$

Les notes et le tableau complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET (non vérifié)

Pour le trimestre terminé le 30 juin

<i>(en milliers de dollars)</i>	T1 2013		T1 2012	
Investissement en immobilisations au début de la période	10 102	\$	10 102	\$
Investissement en immobilisations au cours de la période	-		-	
Investissement en immobilisations à la fin de la période	10 102		10 102	
Actif (déficit) net non affecté au début de la période	2 019		(749)	
Bénéfice (déficit) de la période	(654)		74	
Actif (déficit) non affecté à la fin de la période	1 365		(675)	
ACTIF NET À LA FIN DE L'EXERCICE	11 467	\$	9 427	\$

Les notes et le tableau complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (non vérifié)

Pour le trimestre terminé le 30 juin

<i>(en milliers de dollars)</i>	T1 2013	T1 2012
Activités de fonctionnement :		
Encaissements (clients)	4 352 \$	2 104 \$
Crédits parlementaires reçus pour les opérations	6 568	7 799
Décaissements (employés et fournisseurs)	(9 033)	(8 003)
Intérêts reçus	25	40
Total net des flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	<u>1 912</u>	<u>1 940</u>
Activités d'investissement en immobilisations :		
Acquisition d'immobilisations	(884)	(231)
Total des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	<u>(884)</u>	<u>(231)</u>
Activités de financement :		
Crédits parlementaires reçus pour l'acquisition d'immobilisations	55	483
Total net des flux de trésorerie liés aux activités de financement	<u>55</u>	<u>483</u>
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 083	2 192
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	<u>11 195</u>	<u>10 264</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	<u><u>12 278 \$</u></u>	<u><u>12 456 \$</u></u>

Les notes et le tableau complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2013

Les états financiers trimestriels de la Société des musées de sciences et technologies du Canada doivent être lus de concert avec les états financiers annuels vérifiés les plus récents ainsi qu'avec le compte rendu faisant partie du rapport financier trimestriel.

1. Pouvoirs, mission et activités

Le Musée national des sciences et de la technologie a été constitué le 1^{er} juillet 1990 en vertu de la *Loi sur les musées*, et est une société d'État mentionnée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et n'est pas assujéti à l'impôt sur les bénéfices en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Tel que le mentionne la *Loi sur les musées*, la Société a pour mission de promouvoir la culture scientifique et technique au Canada par la constitution, l'entretien et le développement d'une collection d'objets scientifiques et techniques principalement axée sur le Canada, et par la présentation des procédés et productions de l'activité scientifique et technique, ainsi que de leurs rapports avec la société sur le plan économique, social et culturel.

La Société exerce ses activités sous le nom de la Société des musées de sciences et technologies du Canada. Elle gère trois établissements muséaux : le Musée des sciences et de la technologie du Canada, le Musée de l'aviation et de l'espace du Canada et le Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada. Les activités de la Société sont réparties en quatre activités complémentaires :

Préservation du patrimoine

Cette activité comprend la documentation, le catalogage, la conservation, la recherche historique, la bibliothèque et les services connexes.

Diffusion des connaissances

Cette activité comprend l'élaboration et l'entretien des expositions, les programmes d'interprétation et d'enseignement, de communication et de promotion, la diffusion sur le Web et les autres services aux visiteurs.

Services internes

Cette activité comprend les services de ressources humaines, des finances et de la gestion des installations, du développement d'entreprise et des activités commerciales, qui sont tous gérés centralement.

Installations

Cette activité comprend les frais de fonctionnement et d'entretien des immeubles qui appartiennent à la Société et de ceux qui sont loués, ainsi que les services de sécurité.

2. Conventions comptables

Les présents états financiers trimestriels ont été préparés conformément aux normes comptables du secteur public canadien. Les conventions comptables importantes sont :

(a) Base de présentation

La Société a préparé les états financiers trimestriels en appliquant la série 4200 des normes comptables du secteur public canadien, applicables aux organismes gouvernementaux à but non lucratif.

La Société applique la méthode du report pour la comptabilisation des apports pour les organismes à but non lucratif.

(b) Équivalents de trésorerie

Les placements de la Société sont très liquides, sont limités à des placements à revenus fixes dans les banques de l'annexe A, à des effets garantis par les gouvernements et à des effets commerciaux cotés A++ par la Société canadienne d'évaluation du crédit.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2013

(c) Créances

La Société établit une provision pour créances douteuses, qui reflète la baisse de valeur estimative des créances. La provision est basée sur les comptes clients et est déterminée en considérant les connaissances de la Société sur la situation financière de ses clients, l'âge des comptes clients, le climat politique et économique actuel, la concentration des clients, les normes de l'industrie et l'historique de recouvrement.

Les pertes sur créances sont comptabilisées dans l'état des résultats, dans les charges d'exploitation.

(d) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

(e) Collection

La collection forme la plus grande part de l'actif de la Société, mais elle est comptabilisée à la valeur nominale de 1 000 \$ à l'état de la situation financière, vu les difficultés pratiques de lui attribuer une valeur significative.

Les objets de collection acquis par la Société sont comptabilisés comme charges dans l'exercice d'acquisition. Les objets donnés à la Société sont enregistrés comme actifs à leur valeur nominale.

(f) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées selon les méthodes suivantes. Les immobilisations corporelles dont la Société s'est portée acquéreur et qui lui appartiennent sont comptabilisées au coût et amorties sur leur durée de vie utile estimative. Les terrains et bâtiments appartenant au gouvernement du Canada et sous le contrôle de la Société sont comptabilisés à leur coût historique estimatif moins l'amortissement cumulé, dans le cas des bâtiments. Le coût historique estimatif net des bâtiments a été crédité aux apports reportés liés aux immobilisations et le coût historique estimatif des terrains a été crédité à l'actif net. Les terrains dont le coût historique ne peut pas être établi avec une certaine assurance sont comptabilisés à une valeur nominale et un montant correspondant est crédité à l'actif net. Les améliorations qui prolongent la vie utile ou le potentiel de service des bâtiments sont comptabilisées au coût. Les améliorations aux bâtiments sont amorties sur la durée de vie utile restante du bâtiment ou la durée de vie utile des améliorations, selon le moins élevé des deux.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire fondé sur la durée de vie utile estimative des immobilisations, selon la règle de la demi-année pendant l'exercice d'acquisition, comme suit :

Bâtiments	10 à 40 ans
Améliorations aux bâtiments	10 à 25 ans
Mobilier de bureau	5 à 10 ans
Logiciels	5 ans
Matériel	5 à 12 ans

Les sommes relatives aux projets d'immobilisations en cours sont virées à la rubrique appropriée des immobilisations corporelles lorsque le projet est achevé, et elles sont alors amorties conformément à la politique de la Société.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2013

(g) Avantages sociaux futurs

i) Régime de retraite

L'ensemble des employés de la Société participe au Régime de retraite de la fonction publique, un régime à prestations déterminées établi en vertu d'une loi et parrainé par le gouvernement du Canada. Les cotisations doivent être versées par les employés et la Société afin de couvrir les coûts liés au service courant. En vertu de la loi actuelle, la Société n'a aucune obligation juridique ou implicite de payer d'autres cotisations en ce qui a trait aux services passés ou au déficit du régime. Par conséquent, les cotisations sont comptabilisées dans les dépenses de l'année où les services ont été rendus et représentent l'obligation totale des avantages sociaux futurs de la Société.

ii) Indemnités de départ

Les employés ont droit à des indemnités de départ, prévues dans les conventions collectives ou les conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités s'accumule à mesure que les employés rendent les services nécessaires pour les gagner. La Société a modifié cette indemnité pour tous les employés à compter du 31 mars 2012. Par conséquent, les employés ont le choix de recevoir immédiatement le versement de leur indemnité de départ, d'en reporter le paiement jusqu'à leur retraite, ou une combinaison des deux options en fonction de leurs années de service continu auprès de la Société le 31 mars 2012. Le coût des indemnités est établi au 31 mars de chaque année, selon des calculs actuariels fondés sur la méthode de répartition des prestations au prorata des services rendus. L'obligation n'est pas financée. L'évaluation du passif est basée sur des hypothèses et les meilleures estimations de facteurs tels que le taux d'actualisation, l'inflation, le roulement et les départs à la retraite prévus et les taux de mortalité. Ces indemnités constituent pour la Société une obligation dont le règlement entraînera des paiements au cours des prochains exercices. Les gains actuariels (pertes actuarielles) liés à l'obligation au titre des prestations constituées résultent de l'écart entre les résultats réels et les résultats prévus, ainsi que des variations des hypothèses actuarielles utilisées pour établir l'obligation au titre des prestations constituées. Les gains actuariels (pertes actuarielles) sont constatés de façon systématique dans l'état des résultats sur la durée estimative du reste de la carrière active des employés actifs visés par les présents avantages à la retraite, c'est-à-dire 11 ans.

iii) Congés de maladie

La Société accorde aux employés des congés de maladie qui s'accumulent, mais qui ne s'acquièrent pas. Le coût des obligations au titre des prestations constituées liées aux crédits de congé de maladie acquis par les employés est déterminé de manière actuarielle à l'aide de la méthode de répartition des prestations au prorata des services et de l'estimation la plus probable de la direction concernant l'inflation, le taux d'actualisation, les données démographiques relatives aux employés et l'utilisation des congés de maladie des employés actifs. Les gains actuariels (pertes actuarielles) liés à l'obligation au titre des prestations constituées résultent de l'écart entre les résultats réels et les résultats prévus, ainsi que des variations des hypothèses actuarielles utilisées pour établir l'obligation au titre des prestations constituées. Les gains actuariels (pertes actuarielles) sont constatés de façon systématique dans l'état des résultats sur la durée estimative du reste de la carrière active des employés actifs visés par les présents avantages à la retraite, c'est-à-dire 11 ans.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2013

(h) Constatation des produits

i) Crédits parlementaires

Le gouvernement du Canada accorde des fonds à la Société.

Les crédits parlementaires qui sont explicitement ou implicitement affectés à l'achat d'immobilisations amortissables sont reportés et comptabilisés à titre de revenus selon la même méthode et sur la même période que les immobilisations connexes acquises.

Les crédits parlementaires affectés à des dépenses précises sont reportés sur le bilan et comptabilisés à titre de revenus dans l'état des résultats pendant la période au cours de laquelle ces dépenses sont engagées.

Les crédits parlementaires qui ne sont pas affectés à une fin précise sont comptabilisés à titre de revenus dans l'état des résultats de la période pour laquelle le crédit parlementaire est autorisé.

ii) Fonctionnement

Les revenus découlant des activités des Musées comprennent les droits d'entrée et la vente de programmes, les ventes en boutique, la location des installations, les adhésions, les commandites, l'exploitation agricole et d'autres revenus. Ils sont constatés dans l'année au cours de laquelle la vente de produits est conclue ou au cours de laquelle les services sont fournis.

iii) Contributions

Les apports non affectés sont constatés à titre de produits à l'état des résultats au moment où ils sont reçus ou à recevoir, si le montant peut être évalué de façon raisonnable et si le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les apports affectés à l'externe à des fins précises sont reportés sur l'état de la situation financière et comptabilisés à titre de revenus sur l'état des résultats pendant l'exercice au cours duquel les dépenses connexes sont comptabilisées.

Les apports en nature sont comptabilisés à leur juste valeur marchande estimée au moment de leur réception. L'apport des bénévoles en nombre d'heures par année est important. Puisqu'il est difficile de déterminer leur juste valeur, les services fournis par les bénévoles ne sont pas comptabilisés dans les états financiers.

iv) Produits d'intérêts

Les intérêts sont constatés et comptabilisés au cours de l'exercice pendant lequel ils sont gagnés, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

(i) Conversion de devises

Les opérations en devises étrangères sont converties en dollars canadiens en fonction du taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis en utilisant le taux de change en vigueur au 30 juin.

Les gains et les pertes découlant de la conversion de devises sont reportés dans l'état des résultats.

(j) Actifs et passifs financiers

La Société classe les instruments financiers au moment de leur comptabilisation initiale en fonction des raisons pour lesquelles les actifs financiers ont été acquis ou les passifs ont été engagés. Tous les instruments financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur.

La juste valeur des instruments financiers à leur comptabilisation initiale correspond au prix de transaction, soit la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue. Suivant leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont évalués par l'application du traitement comptable qui correspond à leur classement.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2013

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont comptabilisés à leur juste valeur.

Les créances, l'avance à long terme et les comptes créditeurs, ainsi que les autres charges à payer sont comptabilisés à leur coût ou à leur coût après amortissement.

(k) Dépréciation des actifs non financiers

À chaque date de clôture, la Société détermine la mesure dans laquelle il existe des indications internes qu'un actif pourrait avoir subi une dépréciation (par ex., un actif endommagé ou qui n'est plus utilisé). S'il existe une indication de cet ordre, ou lorsqu'un actif doit être soumis à un test de dépréciation annuel, la Société détermine la valeur recouvrable estimative de l'actif.

La valeur recouvrable d'un actif est sa juste valeur moins le coût pour le vendre ou sa valeur d'utilité, soit le montant le plus élevé des deux. Lorsque la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable, l'actif est déprécié et est réduit à sa valeur recouvrable.

(l) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers conformément aux conventions comptables du secteur public canadien, applicables aux organismes gouvernementaux à but non lucratif exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers de l'exercice.

Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont les charges à payer, la provision pour créances douteuses, les avantages sociaux futurs et la durée de vie utile des immobilisations.

Les principales hypothèses concernant l'avenir et d'autres sources importantes d'incertitude concernant les estimations à la date de clôture, qui présentent un risque élevé d'occasionner un rajustement important des valeurs comptables des actifs et des passifs au cours de l'exercice suivant, sont analysées ci-dessous :

i) Durée de vie utile estimative des actifs

La durée de vie utile estimative des immobilisations se fonde sur les intentions de la direction en ce qui a trait au bien, à l'expérience historique relative au bien, aux plans internes de gestion des biens et à d'autres facteurs déterminés par la direction. La durée de vie utile est évaluée chaque année et toute modification est prise en compte de façon prospective.

ii) Indemnités de départ et congés de maladie

Le coût du régime d'indemnités de départ à prestations déterminées et de congés de maladie, ainsi que la valeur actuelle de l'obligation au titre de ce régime est déterminé au moyen d'une évaluation actuarielle. L'évaluation actuarielle consiste à formuler des hypothèses au sujet des taux d'actualisation, des taux d'utilisation, des augmentations salariales futures et des taux de départ. Toutes les hypothèses sont examinées chaque année au 30 juin. Lorsqu'elle détermine le taux d'actualisation approprié, la direction prend en considération les taux d'intérêt des obligations du gouvernement du Canada. Les taux de départ se fondent sur l'expérience de la fonction publique du Canada et comprennent la mortalité, l'invalidité, la cessation d'emploi et la retraite. Les augmentations salariales futures se fondent sur les taux futurs d'inflation prévus au Canada.

Aucune autre hypothèse ou estimation comptable n'a été établie comme présentant un risque élevé d'occasionner un rajustement important des valeurs comptables des actifs et des passifs au cours de l'exercice suivant.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2013

3. Collection

Une partie de la mission de la Société est de « promouvoir la culture scientifique et technique au Canada par la constitution, l'entretien et le développement d'une collection d'objets scientifiques et techniques [...] ». Cette collection représente l'actif principal de la Société et est répartie entre les secteurs suivants :

- les communications;
- les ressources non renouvelables et le design industriel;
- les ressources naturelles;
- les sciences physiques et la médecine;
- les ressources renouvelables, qui comprennent l'agriculture et la foresterie;
- les instruments, outils et systèmes ayant des applications directes en mathématiques, en chimie, en physique, ainsi qu'en astronomie, astrophysique, météorologie, arpentage et cartographie, et technologies de l'information;
- les transports: terrestre, maritime, aérien et spatial.

4. Avance à long-terme

De 2007 à 2010, la Société a reçu des fonds du Secrétariat du Conseil du Trésor pour construire des salles de classe, des aires de vente au détail et un auditorium au Musée de l'aviation et de l'espace du Canada. La Société a aussi obtenu du financement en 2008 pour établir une fondation pour la Société des musées de sciences et technologies du Canada.

(en milliers de dollars)	2013	2012
Financement pour la construction d'Installations génératrices de profit	4 208 \$	4 208 \$
Financement pour l'établissement d'une fondation	325	325
	4 533 \$	4 533 \$

La Société a reçu les fonds sur la prémisses qu'elle devra rembourser le financement pour la construction d'installations génératrices de profit sur une période pouvant aller jusqu'à 25 ans et le financement pour l'établissement d'une fondation sur une période de 6 ans. Un mécanisme de remboursement de l'avance sera défini et la Société n'a pas d'intérêt à payer sur cette avance de fonds.

5. Crédits parlementaires

(en milliers de dollars)	2013	2012
Budget principal des dépenses d'exploitation et d'immobilisations	6 622 \$	7 233 \$
	6 622	7 233
Crédits parlementaires reportés utilisés dans la période pour l'achat d'immobilisations	829	-
Crédits parlementaires reçus au cours de la période pour l'achat d'immobilisations au cours des périodes ultérieures	-	(252)
Montants utilisés pour l'acquisition d'immobilisations amortissables	(884)	(230)
Amortissement du financement des immobilisations reporté	749	735
Crédits parlementaires	7 316 \$	7 486 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2013

6. Fondation de la Société des musées de sciences et technologies du Canada

La Fondation de la Société des musées de sciences et technologies du Canada (Fondation) a été constituée le 14 novembre 2007 en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes* et est un organisme de bienfaisance enregistré en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* depuis le 1^{er} avril 2008. La Fondation est une entité juridique distincte de la Société des musées de sciences et technologies du Canada et elle a pour mandat de recueillir des fonds qui seront tous utilisés pour des projets déterminés par la Fondation.

La Fondation recueille des fonds auprès de mécènes, de sociétés, d'associations et de la collectivité. Les contributions de la Fondation à la Société sont comptabilisées à titre de revenus de développement d'entreprise dans l'état des résultats.

7. Opérations entre apparentés

La Société a engagé des charges telles que les impôts fonciers, la location d'immeubles et les avantages sociaux avec des parties liées. Ces opérations ont été effectuées dans le cours normal des activités de la Société, aux mêmes conditions que celles conclues avec des parties non apparentées et sont comptabilisées à la valeur d'échange.

Également, au cours du premier trimestre, la Société a reçu gratuitement de divers organismes des services de vérification et un soutien de la part d'employés d'autres organismes de l'État. Ces services gratuits ont été comptabilisés comme suit dans l'état des résultats :

TABLEAU DES CHARGES

(en milliers de dollars)

	2013	2012
Coûts du personnel — Salaires et charges connexes pour l'affectation d'employés provenant d'autres entités gouvernementales à la Société	215 \$	217 \$
Services professionnels — Services de vérification fournis par le bureau du Vérificateur général	42	30
Total des services reçus gratuitement	257 \$	247 \$

ÉTAT DES RÉSULTATS

(en milliers de dollars)

	2013	2012
REVENUS		
Contributions	257 \$	247 \$
DÉPENSES		
Préservation de la collection	-	42
Diffusion des connaissances	215	163
Services internes	42	42
Total des services reçus gratuitement	257 \$	247 \$

La Société a aussi reçu gratuitement des services d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. La location des édifices et des installations connexes du Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada sur le site de la Ferme expérimentale du Canada a été fournie gratuitement à la Société et n'est pas présentée dans l'état des résultats de la Société compte tenu de la difficulté à déterminer la juste valeur de cette contribution.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2013

8. Éventualités

Dans le cours normal des activités de la Société, il arrive que diverses revendications ou actions judiciaires soient intentées contre elle. Certains passifs éventuels peuvent devenir des passifs réels lorsqu'au moins une situation future se produit ou ne se produit pas. Dans la mesure où il est probable qu'une situation future ait lieu ou n'ait pas lieu et que l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, un passif estimatif et une charge sont comptabilisés dans les états financiers de la Société. Au 30 juin 2013, aucune provision n'a été comptabilisée (2012 : aucune provision comptabilisée). S'il y a lieu, l'effet final de ces revendications ou poursuites sera comptabilisé dans l'exercice au cours duquel elles pourront être déterminées.

9. Chiffres correspondants

Certains montants comparatifs ont été ajustés à la présentation du présent exercice.

TABLEAU DES PRODUITS D'EXPLOITATION (non vérifié)

pour le trimestre terminé le 30 juin

<i>(en milliers de dollars)</i>	T1		T1	
	2013		2012	
Droits d'entrée et programmes				
Sciences et technologie	331	\$	375	\$
Aviation et espace	913		159	
Agriculture et alimentation	181		193	
Ventes dans les boutiques	523		248	
Location des installations et concessions	101		48	
Stationnement	109		-	
Adhésion	111		85	
Subventions et commandites	177		109	
Activités de la Ferme	66		76	
Expériences thématiques	27		20	
Divers	24		130	
TOTAL	2 563	\$	1 443	\$

TABLEAU DES CHARGES (non vérifié)

pour le trimestre terminé le 30 juin

(en milliers de dollars)	T1 2013	T1 2012
Coûts du personnel	5 527 \$	5 308 \$
Amortissement des immobilisations	775	762
Conception et affichage	628	28
Services professionnels et spéciaux	531	539
Locations d'immeubles	480	480
Impôt foncier	452	459
Frais de gestion immobilière	353	285
Matériaux et fournitures	332	196
Publicité	320	53
Boutiques et commercialisation des produits	289	126
Services publics	263	221
Réparation et entretien des bâtiments	244	180
Services de protection	215	180
Publications	86	35
Fret, messageries et camionnage	75	6
Déplacement	55	94
Communications	51	52
Fournitures et matériel de bureau	40	25
Réparation et entretien du matériel	39	33
Divers	35	13
Location de matériel	29	27
Livres	10	9
Acquisition d'objets pour la collection	5	28
Total des charges	10 834 \$	9 139 \$